

Visite du président Essebsi : le lent retour à une relation franco-tunisienne à la papa



Le président de Tunisie Béji Caïd Essebsi a quitté Tunis pour Paris dans le cadre d'une visite qui durera jusqu'au 13 décembre. Il participera notamment au Sommet International sur le Climat "One Planet Summit".

Avec Vincent
Geisser

Atlantico : En juin dernier, Emmanuel Macron avait exclu la Tunisie de sa tournée au Maghreb, suscitant de nombreux commentaires, notamment sur le désintérêt de la France pour la situation tunisienne. Alors que le Président Béji Caïd Essebsi est la nature de la relation avec la Tunisie, longtemps modèle pour la France de pays musulman démocratique, sous ce nouveau quinquennat ?

Vincent Geisser : Il ne faut pas toujours voir des éléments négatifs, il y a des explications. La première, sans rentrer dans la polémique lancée par Marianne qui avait parlé d'invasion marocaine, c'est qu'il y a un très fort axe franco-marocain qui s'est constitué ces dernières années. Macron reste dans cette ligne traditionnelle qui fait du dossier marocain le dossier prioritaire. Le retour en force de la relation franco-marocaine avait déjà été observé sous Hollande.

Il y avait à l'époque aussi l'urgence du dossier algérien, du fait de l'instabilité politique de ce pays, notamment lié à la condition de santé de son président.

La Tunisie vit une sorte de désenchantement. A l'époque de la dictature de Ben Ali, la France et la Tunisie avaient une relation assez forte, et ce tous partis confondus (pas uniquement Jacques Chirac comme on l'a entendu). Le seul qui s'était un peu éloigné avait été Lionel Jospin, qui avait une aversion pour Ben Ali. Après la révolution de 2011, la France a connu une opération de rattrapage, reconnaissant qu'elle avait fermé les yeux sur les exactions sous la dictature de Ben Ali, reconnaissant son soutien, et ce dès Nicolas Sarkozy, puis par François Hollande.

En même temps, cette opération de rattrapage fait que la France a tenu un discours de soutien à la révolution, a appuyé et c'est très important, le gouvernement islamo-parti de gauche (équivalent PS) dirigée par Moncef Marzouki. Avec Alain Juppé notamment, la France a bien voulu soutenir la démocratisation, quelle que soit sa couleur et sa tendance politique. C'est la ligne d'un réalisme français en réaction aux erreurs passées (tortures, répressions etc.) qui n'est plus fondé sur des préceptes idéologiques mais soutient l'éclosion des institutions démocratique de l'après Ben Ali. Les relations à l'époque ont donc été plutôt bonnes.

Ensuite, il y a eu les élections de 2014 où l'actuel Président Béji Caïd Essebsi a accusé François Hollande d'être un trop fort soutien au sortant Moncef Marzouki ce qui à mon avis n'était pas très vrai. Je connaissais à l'époque le Président ainsi que d'autres membres

du gouvernement tunisien qui avaient une idée claire de ce qu'étaient les positions de François Hollande : la France était en fait plus proche de l'actuel président idéologiquement et qui faisait le lien entre les deux régimes, l'actuel et l'ancien. Le seul problème dans le casting était son âge avancé. Mais tout cela a créé un premier froid, notamment à l'issue de la première visite officielle en France de Béji Caïd Essebsi après son élection. Il avait alors clairement déploré l'absence de soutien de la France.

Mais ces accidents ne doivent pas cacher un désenchantement plus large. La France a connu à un moment un modèle tunisien, et avait rêvé d'une démocratisation positive de la Tunisie, même en soutenant Ben Ali. En France on y croit nettement moins aujourd'hui, même si on reconnaît volontiers à Paris que c'est mieux que rien. Notamment parce que la Tunisie reste un pays relativement stable, comme à l'époque de Ben Ali. Et en dépit du terrorisme et en dépit des problèmes économiques et migratoires qui sont énormes, les Tunisiens connaissent une certaine transition démocratique. Mais ce n'est plus le modèle de la démocratie tel qu'il était porté par Alain Juppé. Cela s'explique aussi par le fait que si la France a effectué un rattrapage en soutenant Ben Ali, le curseur aujourd'hui n'est plus tant celui de la démocratisation que de la lutte contre le terrorisme. On en revient donc au curseur d'avant les Révolutions arabes, qui consistait à se demander quels sont les régimes qui peuvent nous permettre de lutter le plus efficacement contre le terrorisme, et l'immigration clandestine et ses conséquences dramatiques, comme celles observées aujourd'hui chez leurs voisins libyens. Le sécuritaire prime clairement. Et dans ce domaine, la stabilité marocaine qui a su traverser sa révolution arabe rassure peut-être plus la France.

Le discours de l'exception tunisienne tel qu'il a été porté par Alain Juppé et ses successeurs est donc abandonné au profit de la stabilité politique, économique et sécuritaire. Cela s'est notamment vu dans l'équipe d'Emmanuel Macron où les Marocains étaient clairement plus importants.

Cette rencontre devrait donc voir réémerger les logiques historiques de soutien français de la Tunisie : l'appui à un pays qui n'a pas de ressources mais a de la matière grise et qu'on va donc aider un minimum dans le seul but de consolider sa stabilité, et donc la stabilité en Méditerranée.

Qu'en est-il du dossier épineux de la Libye dans lequel la France comme la Tunisie semblent avoir des intérêts communs ?

La Libye est le principal facteur de déstabilisation de la Tunisie. La question centrale de l'alliance des islamistes et du parti plus bourguibien du président actuel est la question libyenne. La peur du djihadisme et du terrorisme a poussé les islamistes tunisiens à soutenir une alliance démocratico-sécuritaire. Clairement, ils ne surenchérisent pas sur la question des libertés, contrairement aux démocrates avec qui ils étaient dans l'opposition sous Ben Ali. La Libye, et donc le terrorisme et le djihadisme est donc un des moteurs de l'alliance gouvernementale improbable entre des bourguibiens modernistes et des islamistes conservateurs.

Il ne faut d'ailleurs pas oublier la forte présence libyenne en Tunisie et à Tunis en particulier. Et pas qu'en termes de population, mais aussi de dirigeants et d'acteurs politiques sous Kadhafi. C'est donc extrêmement tendu dans l'opinion.

La question de Jérusalem devrait aussi être abordée, notamment du fait de la rencontre entre Benjamin Netanyahu et Emmanuel Macron dimanche, lors de laquelle le Président français a réaffirmé son soutien à la partition de la capitale. La Tunisie peut-elle jouer un rôle intéressant pour la France dans ce dossier ?

La Tunisie sur ce point à une carte. Dans les années 60, Bourguiba était assez prompt à demander la paix, non pas sur le modèle égyptien mais sur un modèle de deux sociétés deux états. Il était un des premiers chefs arabes à apporter cette modération. Même s'il ne faut pas oublier que quand l'OLP a été chassée de Beyrouth, c'est la Tunisie qui l'a accueillie. Ils avaient d'ailleurs été bombardés par Israël à cette occasion, à la grande stupéfaction de Bourguiba qui pensait que les Américains ne le lâcheraient pas. Ce qu'ils ont fait, puisqu'ils ont même ravitaillé les Israéliens en vol !

Du coup, la Tunisie est plutôt centrale, ni agressive ni normalisatrice. La Tunisie apparaît de ce point de vue-là comme un acteur diplomatique qui pourrait reprendre de l'importance, notamment à l'occasion d'une négociation euro-arabe sur la question israélo-palestinienne.

De plus, il y a une forte diplomatie tunisienne historiquement, qui est beaucoup plus ouverte sur le reste du monde arabe que l'Algérie ou le Maroc. La Tunisie bénéficie malgré tout du prestige de sa révolution dans le monde arabe.

Et les anciens cadres de l'OLP ont vécu en Tunisie, puisqu'ils ont été nombreux à y vivre dans les années 80.

Du côté israélien, si officiellement la Tunisie condamne comme les autres Israël et soutient comme les autres la Palestine, elle joue énormément la carte de la communauté juive tunisienne, notamment en l'accueillant à la synagogue de Djerba, qui est un des plus hauts lieux saints du Judaïsme. C'est loin d'être anecdotique. Et sur ce point, la Tunisie a toujours facilité les pèlerinages à Djerba, délivrant des visas provisoires aux ressortissants israéliens, même si ça n'est pas officiel.

Macron pourrait donc s'appuyer sur cette tradition modérée pour renforcer sa position dans le cadre d'une médiation ou négociation avec Israël.